



**UN DOCUMENT DE CONTRIBUTION ET  
DE VISION DU GROUPE DE TRAVAIL  
DES FEMMES DU MSC**

**SANS LE FÉMINISME**

**IL N'Y A PAS  
D'AGROÉCOLOGIE**

**POUR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES  
SAINS, DURABLES ET JUSTES**

**AOÛT 2019**



# **SANS LE FÉMINISME**

## **IL N'Y A PAS D'AGROÉCOLOGIE**

### **POUR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES SAINS, DURABLES ET JUSTES**

Le présent document a pour but d'éclairer les positions du MSC concernant le prochain processus d'élaboration des politiques du CSA sur « Agroécologie et autres innovations ». Une version synthétique de cette vision est également incluse dans la nouvelle édition 2019 de l'Observatoire du Droit à l'alimentation et à la nutrition (Right to Food and Nutrition Watch) du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition (Global Network for the Right to Food and Nutrition). Ce texte est le résultat d'un incroyable effort collectif. Il n'aurait pas été possible sans l'engagement assidu de nombreuses femmes toutes aussi extraordinaires les unes que les autres. Nous remercions tout particulièrement Zdravka Dimitrova pour la rédaction de ce document, les coordinatrices du MSC pour le secteur social des Femmes, à savoir Iridiani Seibert (LVC) et Azra Sayeed (IWA), Nadia Lambek pour son aide précieuse et indispensable, Nettie Wiebe (LVC), Isabel Álvarez Vispo (Urgenci), Alberta Guerra (ActionAid US), Ruchi Tripathi (Action Aid International), Marjo Busto et Sarojeni Rengam (PANAP) pour leurs contributions au texte, Alejandra Morena (FIAN et rédactrice en chef de Watch) pour les liens et le soutien, Teresa Maisano (Secrétariat du MSC) pour la coordination et la supervision, ainsi que l'ensemble du Groupe de travail des Femmes et la communauté des femmes du MSC pour leurs contributions et surtout pour le précieux travail réalisé au quotidien, tant au niveau local que global.

# ÍNDICE

**CONTEXTO GENERAL: LAS MUJERES Y LA (IN)SEGURIDAD ALIMENTARIA**

**AGROECOLOGÍA: EL CAMINO A SEGUIR**

**EL FEMINISMO INTERSECCIONAL COMO UNA LUCHA POLÍTICA**

**AGROECOLOGÍA Y FEMINISMO: PROMOVER LOS DERECHOS DE LAS MUJERES Y LOGRAR LA SOBERANÍA ALIMENTARIA**

**BIBLIOGRAFÍA**

**PIE DE IMPRENTA**

**MECANISMO DE LA SOCIEDAD CIVIL Y DE LOS PUEBLOS INDÍGENAS (MSC)  
PARA LAS RELACIONES CON EL COMITÉ DE SEGURIDAD ALIMENTARIA  
MUNDIAL DE NU (CSA)**

**EDICIÓN | TERESA MAISANO**

**CRÉDITOS FOTOS | PIXABAY, OXFAM INDIA, ELIZABETH ALLUMS (COVER), PESTICIDE ACTION  
NETWORK UK**

**SEPTIEMBRE 2019**

## CONTEXTE GÉNÉRAL : LES FEMMES ET (L'IN)SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Notre planète est au bord de l'effondrement environnemental et la faim dans le monde est à nouveau en pleine augmentation. Selon le rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition (SOFI) de 2019, le nombre de personnes souffrant de malnutrition et de privation chronique augmente pour la quatrième année consécutive : 821 millions de personnes ont souffert de sous-alimentation en 2018, contre 785 millions en 2015. Face à ces réalités, il est essentiel d'accorder une attention particulière au rôle des femmes, qui sont touchées de manière disproportionnée par la faim et l'insécurité alimentaire, ainsi que par les changements climatiques, et ce alors qu'elles représentent un facteur crucial de la solution à ces problèmes. Ce document de vision veut démontrer l'importance particulière du rôle joué par les femmes dans le développement de l'agroécologie en tant que pilier fondamental de la souveraineté alimentaire et du droit à l'alimentation. Il explore également les liens inextricables entre les luttes pour le féminisme et pour l'agroécologie. Il souligne l'importance des approches féministes dans la promotion de l'agroécologie et de la réalisation du droit humain à une alimentation et une nutrition adéquates comme moyen d'assurer des systèmes alimentaires justes et durables pour tous.

Les femmes représentent environ 43% de la main-d'œuvre agricole et ce malgré le fait qu'elles n'aient pas un accès égal aux ressources productives nécessaires à l'agriculture. (SOFI 2019). Environ neuf exploitations agricoles sur dix dans le monde sont des fermes familiales et 80 % de la nourriture mondiale est produite par de petites exploitations familiales, où les



femmes jouent un rôle clé à toutes les étapes de la production alimentaire : de la sélection des semences<sup>1</sup> à la préparation des sols, en passant par le désherbage, la récolte et le stockage, la transformation alimentaire, l'élevage et la pêche, notamment le tissage de filets, la capture du poisson, le conditionnement et le commerce du poisson. Les femmes des zones rurales sont aussi traditionnellement responsables du travail domestique et reproductif, consacrant jusqu'à 10 heures par jour à la santé nutritionnelle et au bien-être

---

<sup>1</sup> Pour plus d'informations sur le rôle des femmes en tant que gardiennes des semences, illustré par l'exemple de l'Afrique, reportez vous à : Pschorn-Strauss, Elfrieda. « African Food Sovereignty: Valuing Women and the Seed They Keep », *Right to Food and Nutrition Watch* (2016):49-51. Disponible à l'adresse : [www.righttofoodandnutrition.org/african-food-sovereignty](http://www.righttofoodandnutrition.org/african-food-sovereignty)

des enfants, des familles et des communautés, à nettoyer et cuisiner, à aller chercher l'eau, le fourrage et le combustible.

Toutefois, en dépit de leur rôle clé dans les sphères productives et reproductives de la vie, les femmes des zones rurales sont confrontées à une discrimination basée sur le genre et à toute une série de contraintes sociales, juridiques et culturelles. Premièrement, elles ont un accès plus limité que les hommes à la terre, aux ressources productives et financières, à l'éducation, aux soins de santé, à la vulgarisation rurale, aux marchés, aux initiatives d'adaptation climatique et aux possibilités d'emploi. Deuxièmement, elles sont sujettes à l'exclusion sociale dans la prise de décision et sur le marché du travail, ainsi qu'à l'exploitation sexuelle, à la violence domestique et un accès réduit à la consommation alimentaire (SOFI 2019). L'augmentation récente des chocs climatiques, des phénomènes météorologiques extrêmes et des catastrophes liées au climat aggrave encore la situation des femmes. De plus, en tant que principales pourvoyeuses de nourriture, d'eau et de combustible, les femmes doivent travailler encore plus dur que les hommes et doivent s'acquitter de tâches supplémentaires pour nourrir et soigner leur famille et leur communauté.



Les relations de pouvoir patriarcales, féodales (en particulier dans le contexte asiatique) et capitalistes, ainsi que les divisions du travail bien enracinées entre les genres et les politiques agricoles se prétendant "asexuées" ou « gender-blind » (c'est à dire qu'elles échouent dans leur soutien au rôle intergénérationnel des femmes dans la construction de systèmes alimentaires et nutritionnels locaux résilients ainsi que dans la promotion de familles et communautés saines) sont au cœur des inégalités entre les genres, de la discrimination et de la marginalisation des femmes, surtout dans les zones rurales. La reconnaissance, la réalisation et la protection des droits fondamentaux des femmes, par la mise en œuvre d'instruments<sup>2</sup> juridiques internationaux, constituent un élément clé de la déconstruction de ces relations de pouvoir asymétriques.

Les femmes sont largement invisibles dans l'agriculture, et leur travail est considéré comme

---

<sup>2</sup> L'un des instruments clés est la Recommandation générale N° 34 sur les droits des femmes rurales, adoptée en 2016 par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Comité CEDAW). Disponible à l'adresse : [tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CEDAW/C/GC/34&Lang=en](http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CEDAW/C/GC/34&Lang=en). La *Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales*, récemment adoptée, contient également des dispositions sur les droits des femmes dans les zones rurales, en particulier à l'article 4. Disponible à l'adresse : [undocs.org/fr/A/C.3/73/L.30](http://undocs.org/fr/A/C.3/73/L.30)

une simple aide au travail masculin ou comme une « obligation féminine ». Les connaissances traditionnelles et autochtones des femmes sont ignorées dans l'agriculture commerciale et industrielle. Les femmes sont parmi les groupes les plus vulnérables touchés par l'accaparement des terres, des océans et des ressources par les investisseurs et les intérêts privés et par l'utilisation de pesticides et d'agents chimiques. Elles font aussi trop souvent l'objet d'une criminalisation dans leur tentative de défendre leurs communautés, leurs ressources naturelles et leurs organismes<sup>3</sup>. Ensemble, ces expériences quotidiennes et systémiques de discrimination et de violence contre les femmes intensifient et approfondissent encore les inégalités et la marginalisation des femmes (Bellows et Jenderedjian 2016 ; Valente et al. 2016).

Les femmes jouent un rôle crucial pour assurer leur propre sécurité alimentaire, ainsi que celle de leur famille et de leur communauté. Malgré cela, l'approvisionnement alimentaire par les femmes reçoit peu ou pas de soutien de la part de l'État. Les femmes utilisent souvent les savoirs ancestraux, l'expérience et les compétences traditionnelles pour assurer la quantité et la qualité de l'alimentation de leur famille, et



nombreuses d'entre-elles le font en adoptant des pratiques de production qui préservent la biodiversité. En raison de leurs désavantages découlant de la discrimination structurelle à laquelle elles sont confrontées, notamment le manque de soutien de l'État et l'inégalité d'accès aux ressources productives (semences, terres et eau, bétail et moyens de transport) par rapport aux hommes, les femmes ne sont souvent pas en mesure d'obtenir des ressources financières à partir de leur production. Pourtant, la production réalisée par les femmes est fondamentale pour la survie et la reproduction. Les cadres politiques doivent reconnaître cet état de fait et se concentrer sur la redistribution, la reconnaissance et la reconnaissance du travail productif et reproductif des femmes ainsi que la réalisation de leurs droits humains.

Pour surmonter les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, il est donc essentiel de s'attaquer aux impacts sur les femmes de la dynamique persistante du patriarcat, du capitalisme, du féodalisme, du racisme et de la libéralisation des échanges commerciaux. Ces facteurs, tous liés les uns aux autres, sont à l'origine, entre autres, du

---

<sup>3</sup> Pour plus d'informations sur la criminalisation des femmes, et l'exemple du Honduras, voir l'article " Migrating for Survival: A Conversation between Women from Guatemala, Honduras and Mexico (Migrer pour survivre : un dialogue entre les femmes du Guatemala, du Honduras et du Mexique)" dans *Right to Food and Nutrition Watch* (2019).

renforcement de l'agriculture industrielle, de l'accaparement des terres des ressources naturelles, de la promotion d'un nutritionnisme marchand et de projets extractifs, au détriment d'une agriculture locale, diversifiée et biodynamique qui soutient la souveraineté alimentaire (Lemke et Bellows 2016, Document de Vision "Femmes" du MSC).

La souveraineté alimentaire et l'agroécologie offrent de puissantes alternatives aux relations de pouvoir inégales et sexospécifiques dans les communautés rurales et urbaines et sont elles-mêmes des outils et des voies pour surmonter les structures oppressives dans lesquelles les femmes sont insérées (autour des questions de race, de classe, de genre, de sexualité, d'âge, d'ethnicité de capacité ou d'incapacité d'action). En effet, la lutte contre l'oppression et l'exploitation des femmes est une partie fondamentale de la lutte paysanne pour la souveraineté alimentaire, et inversement la lutte pour la souveraineté alimentaire est fondamentale pour parvenir à l'autonomie des femmes, à l'égalité dans l'autodétermination mais aussi la réalisation de l'ensemble des droits humains en général. (Coq 2016)

## **AGROÉCOLOGIE : LA VOIE À SUIVRE**



L'agroécologie - une science, une pratique et un mouvement social qui promeut des pratiques agricoles écologiquement durables et socialement justes - est d'un grand intérêt pour l'analyse des inégalités dans l'ensemble des systèmes alimentaires ainsi que pour la mise en œuvre de pratiques alternatives capables de résoudre les inégalités dont souffrent les femmes tout au long de la chaîne alimentaire. Les inégalités fondées sur le genre touchent les femmes productrices dans les zones rurales, les consommatrices urbaines et rurales ainsi que les travailleurs.euses (comme par ex. les travailleurs.euses agricoles ou ruraux.ales ou dans les industries de transformation). Elles ont même un impact sur les femmes au niveau du foyer, les femmes étant généralement les premières à se priver de nourriture quand il n'y en a pas assez pour toute la famille. L'agroécologie permet une perspective multidimensionnelle du système alimentaire, en abordant les aspects techniques et productifs, mais aussi les aspects socio-économiques et politiques. Pour les communautés rurales pauvres en ressources, l'agroécologie est une importante solution accessible et abordable à la base pour contester la dynamique de pouvoir du régime agroalimentaire actuel qui se caractérise par son exploitation et oppression. Intégrant les sciences sociales, biologiques et agricoles aux connaissances et à la culture traditionnelles, autochtones et paysannes, l'agroécologie est un

ensemble de pratiques adaptées au contexte et à l'environnement local, développées grâce aux connaissances des agriculteur.trices et à l'expérimentation participative sur le terrain, à la ferme. Le mouvement agroécologique s'inscrit dans la lutte pour le droit de produire des aliments sains et de préserver les ressources naturelles : la terre, l'eau, les semences, les plantes et toute cette vie foisonnante qui forme la biodiversité. Au centre de ce mouvement se trouvent les paysannes, qui pratiquent des pratiques agroécologiques, produisent des aliments qui nourrissent le monde, et offrent une alternative fondamentale et unique pour transformer le système agro-alimentaire actuel (Khadse 2017).

Le concept, la vision et la pratique de l'agroécologie, tels que promus et défendus par les femmes, incluent la reconnaissance et l'appréciation des pratiques et des connaissances des femmes et de celles de leurs ancêtres, savoirs cultivés au fil des siècles et transmis de génération en génération (CLOC/LVC 2018). Les paysannes ont une longue tradition de sélection végétale et de l'adaptation des variétés de semences locales, des races de pays et du matériel génétique autochtone à l'évolution de l'environnement et des cultures. Le monopole des semences industrielles et l'utilisation croissante des droits exclusifs de propriété intellectuelle sur les semences marginalisent les systèmes semenciers traditionnels et autochtones et menacent les droits des agriculteur.trices à conserver, utiliser, échanger et vendre les semences paysannes, une pratique qui est au cœur de l'agroécologie. L'utilisation et la préservation des semences et des variétés de cultures locales adaptées aux climats locaux et associées aux savoirs paysans traditionnels, au contraire, offrent la possibilité d'autonomiser les femmes en tant que gardiennes de la tradition des semences et d'assurer la transition entre leurs soins et résilience et la santé nutritionnelle et la résilience des familles et des communautés (Wijeratna 2018).



Afin d'améliorer la vie des paysannes, des efforts doivent être entrepris pour réduire la dépendance à l'égard des intrants externes vendus par les entreprises et promues par le marché néolibéral, en assurant des politiques et des services publics stables, solides et cohérents, ainsi que des changements dans les pratiques des producteurs et des communautés. Par le biais de l'agroécologie, les femmes peuvent compter sur leurs propres semences conservées, maintenir une production alimentaire diversifiée et pratiquer des méthodes de production agroécologique à faibles intrants, ce qui leur permet de vivre en dehors du cercle vicieux et non viable engendré par les prêts bancaires, l'utilisation coûteuse

de produits chimiques et leurs impacts sur la santé. En ce sens, l'agroécologie est un moyen pour les femmes et les paysan.nes de se libérer de l'utilisation d'intrants externes vendus par l'industrie et d'assurer ainsi leur autonomie (Khadse 2017). L'agroécologie peut créer de meilleures opportunités pour les femmes à plusieurs niveaux (IFOAM 2007, Mpofu 2016 cité par Wijeratna 2018).

**Premièrement**, l'agroécologie redonne du sens au travail en intégrant diverses tâches professionnelles, des connaissances spécifiques et en offrant un rôle diversifié aux femmes dans l'économie du foyer tout en remettant en question les structures patriarcales au sein de l'unité familiale<sup>4</sup>.



**Deuxièmement**, comme le partage d'expériences et l'apprentissage entre agriculteurs sont au cœur des principes agroécologiques, la recherche de méthodes agroécologiques nécessite des espaces et des opportunités de rencontres tout en renforçant la cohésion sociale. Cela inclut les espaces réservés aux femmes, qui sont d'une grande importance pour parvenir à l'égalité des genres, construire la solidarité et l'autonomie, et renforcer le travail créatif et collectif des femmes en vue de leur autodétermination.

**Troisièmement**, l'agroécologie favorise de meilleures opportunités économiques pour les femmes. Caractérisée par des coûts de démarrage et de production faibles, des techniques de production simples et efficaces et des rendements stables dans le temps, l'agroécologie est moins risquée et plus abordable et accessible pour les femmes que l'agriculture industrielle ou l'agriculture à forte consommation d'intrants.

**Quatrièmement**, l'agroécologie soutient la santé des travailleurs agricoles et des consommateurs en éliminant les produits chimiques synthétiques nocifs qui ont un impact négatif disproportionné sur la santé des femmes, en particulier dans le contexte de la

---

<sup>4</sup> Comparée à l'agriculture en monoculture lourdement basée sur des intrants chimiques, l'agroécologie offre aux femmes la possibilité d'accomplir des tâches diversifiées, y compris la participation à la prise de décision et la génération de revenus dans le ménage. En conséquence, l'agroécologie a le potentiel de réduire la dynamique patriarcale dans l'unité familiale, visant un changement permanent concernant les inégalités de pouvoir et l'amélioration économique des ménages (en mettant l'accent sur la qualité du travail et la valeur de l'argent). Bien sûr, le risque d'alourdir la charge de travail des femmes en leur confiant des tâches plus nombreuses et plus diversifiées doit être pris en compte et il faut aussi éviter que les femmes n'aient pas le contrôle de leur revenu et de leurs droits et que leur travail ne soit pas apprécié. L'objectif de l'approche agroécologique est d'accomplir un changement permanent dans la dynamique patriarcale en réduisant l'écart de pouvoir entre les genres et d'assurer aux femmes la poursuite d'un moyen de subsistance de leur choix où elles sont les principales décideuses de leur vie et fassent leurs propres choix.

féménisation de l'agriculture<sup>5</sup>. Les régimes alimentaires enrichis assurés par des cultures, fruits et bétail diversifiés améliorent l'autonomie alimentaire des familles. Sur ce point, les femmes sont particulièrement concernées, car elles placent généralement l'alimentation des membres de leur foyer avant la leur. En outre, de meilleurs régimes alimentaires, grâce à l'intégration de pratiques agroécologiques telles que la diversification des cultures, des fruits et du bétail, ont le potentiel d'assurer de meilleurs résultats nutritionnels pour les femmes, en plus de favoriser l'autosuffisance des ménages et de réduire la charge de travail des femmes.

**Cinquièmement**, l'agroécologie soutient la biodiversité et les savoirs traditionnels, affirmant le rôle crucial des femmes en tant que gardiennes traditionnelles des semences et des savoirs autochtones.

**Sixièmement**, l'agroécologie implique la production d'aliments qui nourrissent l'*oikos*, la maison et le lieu de vie. Les femmes ont encouragé l'entretien et la culture des variétés alimentaires locales ainsi que l'amélioration de la santé nutritionnelle et du bien-être des ménages.

**Enfin** et surtout, dans sa dimension politique, l'agroécologie cherche à réaliser un système alimentaire plus juste, déconstruisant et rendant plus visibles toutes les formes d'injustice, y compris les inégalités auxquelles les femmes font face et dont elles souffrent. Il ne suffit pas d'inclure simplement les femmes dans la mise en œuvre des actions : pour que le processus soit vraiment inclusif, les femmes doivent être présentes et actives dès le début, lors de la conception. Il ne s'agit pas d'accroître les options des femmes au sein de l'économie actuellement en place, mais plutôt de générer une nouvelle forme d'économie solidaire où le travail productif et reproductif est rendu visible et partagé, et où la structure familiale patriarcale est déconstruite afin d'être reconstruite sur la base de relations libres et égales et de responsabilités partagées.

## **L'agroécologie dans la pratique : études de cas dans à travers le monde.**

La transition si nécessaire vers des systèmes alimentaires locaux, diversifiés, écologiquement durables et résilients aux changements climatiques peut être réalisée par la mise en œuvre de l'agroécologie. De nombreuses études de cas (Wijeratna 2018, Bezner Kerr

---

<sup>5</sup> En raison de la crise agraire et de la baisse des revenus de l'agriculture, de nombreux hommes ont abandonné l'agriculture pour émigrer. L'activité agricole reste donc essentiellement une activité féminine. Nous ne devons cependant pas induire en erreur en disant que ces tendances donnent plus de droits ou de contrôle aux femmes. Au contraire, les femmes reprennent le travail autrefois effectué par les hommes (préparation des terres, culture des cultures, pulvérisation de pesticides, récolte et post-récolte et commercialisation) mais avec des salaires inférieurs, avec moins de droits sur les ressources productives et les services associés (Wijeratna 2018).

2019) démontrent que la poursuite de l'agroécologie autonomise les femmes vivant dans les zones rurales en leur offrant des moyens d'accéder tout au long de l'année à une alimentation saine et plus diversifiée, de réduire la pauvreté, d'augmenter les revenus, de créer de nouveaux emplois, de créer des opportunités pour les jeunes, de résister aux changements climatiques, de réduire les risques liés aux catastrophes naturelles et de réduire leur dépendance envers les produits chimiques, de mieux valoriser les savoirs traditionnels, autochtones et ruraux, de restaurer les sols, la biodiversité et l'environnement (Wijeratna 2018).



Par exemple, le réseau de productrices du Pajeú, dans la région semi-aride du Pernambouc, au nord-est du Brésil, a réussi à faire face à la pénurie chronique d'eau en adoptant des pratiques agroécologiques. Les femmes s'engagent dans la construction collective des connaissances, les échanges entre agriculteur.trices et les formations participatives. Grâce à leurs expériences de collaboration au sein du réseau, les femmes, dont beaucoup étaient socialement isolées et vivaient sous la menace de la violence familiale, ont pu conquérir une plus grande autonomie. Les activités du réseau ont permis de réduire la dépendance à l'égard des intrants externes et d'accroître la résilience face aux changements climatiques, tandis que les connaissances acquises sur les méthodes agroécologiques et l'accès aux marchés et foires agroécologiques ont amélioré la position des femmes dans leur foyer, ce qui a eu des répercussions sur les relations familiales et communautaires.

A Cuba, une étude menée par La Via Campesina et l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP) a démontré que le passage de la monoculture agricole à l'agroécologie a amélioré la répartition des rôles traditionnels entre les genres et les relations de pouvoir au sein des familles paysannes. Dans le système de monoculture conventionnelle, toutes les activités de production et la génération de revenus étaient concentrées entre les mains des hommes. Le processus de diversification de l'exploitation agricole a permis de faire entrer d'autres membres de la famille dans les pratiques agricoles quotidiennes et a fourni des opportunités de génération de revenus pour les femmes mais aussi pour les personnes âgées (grands-parents) et les adolescents, défiant ainsi le modèle patriarcal traditionnellement imposé dans les familles paysannes. Les méthodes agroécologiques appliquées (petit élevage supplémentaire, lombriculture, plantes médicinales, etc.) ont donné aux femmes un nouveau contrôle sur la prise de décision à la ferme et un rôle dans la gestion des revenus.

Gracias a sus experiencias de trabajo colaborativo a través de la red, las mujeres, muchas de las cuales estaban socialmente aisladas y vivían bajo la amenaza de la violencia doméstica, han sido empoderadas y han obtenido una mayor autonomía. Las actividades de la red dieron como resultado la reducción de la dependencia de insumos externos y el aumento de la resiliencia climática, mientras que el conocimiento adquirido de los métodos agroecológicos y el acceso a las ferias y los mercados agroecológicos mejoró la posición de las mujeres en sus hogares, lo que redundó en las relaciones familiares y comunitarias.

En Cuba, un estudio realizado por La Vía Campesina y la Asociación Nacional de Agricultores Pequeños (ANAP) demostró que la transformación de la agricultura de monocultivo a la agroecología mejoró los papeles determinados tradicionalmente en función del género y las relaciones de poder en el seno de las familias campesinas. En el sistema de monocultivo convencional, todas las actividades de producción y la generación de ingresos se concentraban en manos de los hombres. El proceso de diversificación de la explotación agrícola introdujo de manera natural a otros miembros de la familia en las prácticas agrícolas cotidianas y brindó oportunidades a las mujeres para generar ingresos, pero también a los ancianos (abuelos) y los adolescentes, desafiando el modelo patriarcal impuesto en las familias campesinas. Los métodos agroecológicos aplicados (adición de animales, vermicultura y plantas medicinales, entre otros) confirieron a las mujeres un nuevo control sobre la toma de decisiones en la explotación y un papel en la gestión de los ingresos.

En Inde, la Deccan Development Society a apporté la preuve des impacts positifs de l'agroécologie. Grâce à l'utilisation de pratiques agroécologiques, des groupes communautaires exclusivement féminins ont collectivement récupéré des terres en jachère et ont relancé environ 80 variétés de cultures traditionnelles (dont le mil, les céréales, les légumineuses, les légumineuses et les oléagineux). Travaillant en partenariat avec un réseau de banques de semences communautaires gérées par des femmes Dalits (basses castes) dans 60 villages. Les groupes ont diversifié et amélioré l'alimentation et la nutrition locales, ce qui est essentiel pour résister à l'assaut du nutritionnisme marchand (Wijeratna 2018).

Au Mali, les agricultrices agroécologiques et les membres de la coopérative COFERSA (Convergence des femmes rurales pour la souveraineté alimentaire), ont sensibilisé aux bienfaits nutritionnels des aliments locaux (par exemple fonio, mil et sorgho). Ce faisant, ils ont encouragé les consommateurs à cesser de consommer des aliments importés à faible valeur nutritive, comme le pain blanc, pour les remplacer par leurs produits locaux, ce qui améliore l'accès des consommateurs à des aliments nutritifs ainsi que leur propre accès aux marchés. L'une des forces motrices de leur travail est de « s'adapter à la biodiversité locale,



fondée sur les connaissances et la culture traditionnelles et se manifestant dans les cuisines locales ». (Bezner Kerr 2019)

Une étude réalisée par ActionAid en Afrique et en Asie confirme que l'agroécologie peut apporter des solutions globales aux femmes vivant dans les communautés rurales. L'étude a montré que les femmes des zones rurales au Bangladesh, en Inde, au Népal et

au Pakistan consacrent entre 8 et 10 heures par jour à des soins non rémunérés et au moins 5 heures au Rwanda, contre seulement 1,5 heure de travail sans rémunération pour les hommes. Ces activités consommatrices de temps et d'énergie limitent l'engagement des femmes dans l'agriculture productive. Au Rwanda, la coopérative des petites agricultrices d'Abishyizehamwe a lancé une initiative agroécologique pour aider les femmes à mieux s'intégrer dans la production agricole et la vie communautaire. La coopérative s'est engagée dans diverses activités, notamment : la création de banques de semences communautaires pour stocker des semences indigènes adaptées aux conditions locales ; l'intégration de petit élevage dans les fermes pour fournir du lait et du fumier pour le compost organique ; la plantation de légumineuses à usages multiples pour nourrir les animaux domestiques et enrichir le sol ; l'intégration des pratiques de collecte des eaux de pluie ; la création d'un centre pour les jeunes enfants. Grâce à ces activités, la coopérative a permis aux femmes de gagner du temps, de prévenir l'érosion des sols, d'améliorer la résilience face aux changements climatiques et d'accroître leur productivité et leurs capacités économiques et décisionnelles (Wijeratna 2018).

Ces cas et d'autres mettent en lumière le potentiel de l'agroécologie pour réaliser les droits des femmes dans le secteur agricole, pour enrichir les perspectives féministes, pour renforcer davantage la volonté politique de recadrer les rôles et les responsabilités des genres et pour améliorer la santé nutritionnelle et l'autodétermination des familles et communautés. En ce sens, l'agroécologie constitue une base solide pour les mouvements ruraux alternatifs qui luttent pour la justice sociale, y compris l'égalité entre les genres et la pleine reconnaissance et participation des femmes en tant que sujets politiques et agents du changement dans la lutte.

Par ailleurs, la création de réseaux agroécologiques permet d'établir de nouveaux liens entre l'environnement urbain et rural. Ces réseaux s'attaquent aux problèmes du système alimentaire et aux inégalités qui touchent les femmes tout au long de la chaîne alimentaire.

Dans beaucoup de ces réseaux, une perspective féministe a été intégrée et les femmes des zones urbaines et rurales partagent des espaces collectifs où elles peuvent identifier les inégalités communes qui les affectent à la fois collectivement et séparément. Ensemble, elles peuvent identifier et initier des alternatives au régime agroalimentaire conventionnel oppressant, en appliquant une approche multidimensionnelle qui combine des outils agroécologiques et féministes.

## **LE FÉMINISME INTERSECTIONNEL COMME OUTIL DE LUTTE POLITIQUE**

Le féminisme, en tant que lutte politique, vise à surmonter la discrimination et les oppressions patriarcales structurelles et systématiques dues à une dynamique sociale, politique et économique inégale affectant la position des femmes au sein des familles, des communautés et de la société en général. Pour atteindre cet objectif, le féminisme doit être autonome et s'inscrire dans la lutte plus large visant à éradiquer toutes les formes de domination fondées sur la race, la caste, la classe et le genre. Par exemple, il est nécessaire de comprendre que la domination patriarcale partage son fondement idéologique avec le racisme, le



sexisme et le capitalisme ainsi que d'autres formes structurelles d'oppression (Cock 2016). La délimitation stricte des rôles, des sexualités et des stéréotypes liés au genre reflète des dualismes fondés sur le pouvoir : les forts contre les faibles, les puissants contre les déshérités. A l'opposé, nous pouvons reconsidérer les identités et les rôles genrés, y compris l'orientation sexuelle, dans un continuum inclusif dont la diversité renforce la souveraineté des peuples sur la nourriture, la nutrition, la terre et les ressources (Gioia 2019). Pour surmonter les inégalités entre les genres, il faut travailler de concert avec des personnes de tout genre afin de remettre en question les conceptions binaires de la féminité et de la masculinité, l'objectif n'étant pas d'effacer les différences, mais plutôt de renforcer l'autonomie et la dignité avec lesquelles chacun peut interagir socialement et politiquement dans sa famille et sa communauté. Le féminisme intersectionnel met en lumière la manière dont certaines personnes sont plus impactées que d'autres et analyse la question des femmes à travers l'ensemble de leurs identités. Par exemple, les pesticides ont plus d'impact sur les travailleuses rurales sans terre en raison de leurs identités multiples ; un ménage dirigé par une femme dalit peut avoir du mal à obtenir l'accès à la terre ou un soutien en

matière de vulgarisation ; et les femmes âgées de la communauté peuvent être des dépositaires de connaissances autochtones sur les sols, les semences et les pratiques agricoles, mais sont souvent victimes de discrimination multiple en raison de leur genre, âge et appartenance ethnique. En ce sens, la perspective féministe exige et intègre les valeurs de respect, de partage et de solidarité.

Le féminisme dans les luttes autour de la crise alimentaire trouve sa meilleure représentation dans le paradigme de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire, en appliquant les pratiques de solidarité à travers des actions collectives qui remettent en question les rôles de genre ainsi que les paradigmes d'inégalité, d'oppression et d'exploitation<sup>6</sup>. Le droit à l'alimentation et à la nutrition, la sécurité alimentaire et la nutrition et la souveraineté alimentaire des femmes ne seront réalisés qu'en respectant pleinement la réalisation, la protection et la concrétisation des droits des femmes. La reconnaissance par la communauté internationale, les États, les communautés, la société ainsi que les femmes et les hommes eux-mêmes du rôle des femmes en tant que actrices politiques, citoyennes, organisatrices, facilitatrices et coordinatrices dans différents mouvements et initiatives, actrices de leur propre changement et développement ou encore porteuses de connaissances, leur permettra de s'autodéterminer, de devenir autonomes et de disposer d'un pouvoir décisionnel dans tous les aspects de leur vie, notamment la production et la consommation alimentaires (Document de vision « Femmes » du MSC)<sup>7</sup>.



Cette reconnaissance multiforme est nécessaire pour permettre aux femmes de prendre conscience de l'importance de leur travail et de leur vie, de confirmer leur pouvoir intérieur, de poursuivre leur lutte pour de meilleures conditions de vie, de faire respecter leurs opinions, d'accroître leur estime de soi et d'agir pour changer leur propre vie (Lopes et Jomalinis 2011).

Les droits civils, politiques et sociaux que les femmes connaissent et dont elles jouissent aujourd'hui ont été acquis grâce aux efforts intenses des mouvements de défense des droits

---

<sup>6</sup> Par exemple, à Taïwan, la Land Dyke Feminist Family Farm fait la promotion de la biodiversité par le biais de l'agroécologie, tout en défendant une nouvelle compréhension du concept de la famille et en sensibilisant les pratiques agricoles aux questions de genre. Pour plus d'informations, voir l'article de Gioia 2019 "Coming Out" : Gender Diversity in the Food System" in Right to Food and Nutrition Watch, Vol.11.

<sup>7</sup> Voir "Forum du CSA sur l'autonomisation des femmes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition – Synthèse de la Présidence et Résultats", XXXX. [Disponible à l'adresse : www.csm4cfs.org/cfs-forum-womens-empowerment/](http://www.csm4cfs.org/cfs-forum-womens-empowerment/).

des femmes, mais il reste encore beaucoup à faire dans les communautés, pays et régions du monde entier. L'une des contributions les plus importantes de la lutte féministe est la reconnaissance collective et largement répandue par de multiples acteurs institutionnels et sociaux de la femme comme sujet politique de transformation sociale, politique et économique. Mettre l'invisibilité du travail des femmes au centre du débat politique et reconnaître leur rôle en tant que actrices et protagonistes actifs dans leur propre vie, famille, communauté, mouvement social et société, est un pas vers la réalisation du droit à une alimentation sûre, nutritive et suffisante pour toutes les femmes et pour l'humanité dans son ensemble.

## **AGROÉCOLOGIE ET FÉMINISME : PROMOUVOIR LES DROITS DES FEMMES ET PARVENIR À LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE**

D'un point de vue féministe, l'agroécologie est et doit être une proposition politique qui reconnaît et promeut les pratiques historiques et sociales des femmes : de la domestication de l'agriculture et la production d'aliments sains et de qualité à l'éradication de la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Il est urgent de reconnaître que les femmes construisent l'agroécologie dans leurs pratiques quotidiennes : en résistant au modèle prédateur du capitalisme agraire ; en préservant et multipliant les semences indigènes ; en produisant des aliments sains et diversifiés sans produits agrochimiques ; en élevant des races de bétail locales et indigènes ; en contribuant à la préservation de la biodiversité locale ; en pratiquant la pêche artisanale tout en protégeant rivières, lacs et océans.



Les femmes apportent une contribution importante à l'humanité en produisant, en conservant et en augmentant les savoirs populaires et ancestraux sur la domestication des plantes et des animaux, l'amélioration génétique et la préservation de la nature. Ces connaissances doivent être valorisées par le mouvement agroécologique et intégrées dans la

recherche et le développement ainsi que dans les programmes de formation en agroécologie. Il doit y avoir une construction collective entre les connaissances historiques et ancestrales des femmes et la science agricole moderne.

Outre les femmes productrices, toutes les femmes, à travers leurs rôles traditionnels de pourvoyeuses de soins, rôles enracinés dans la division inégale du travail, sont les

principales fournisseurs d'aliments qui nourrissent le monde. Depuis l'allaitement maternel<sup>8</sup> - perçu par de nombreux acteurs comme étant le « premier acte de la souveraineté alimentaire<sup>9</sup> » - jusqu'à la préparation et à la cuisson des aliments dans la vie quotidienne, les femmes de nombreuses cultures sont les gardiennes de pratiques alimentaires saines et culturellement fondées qui s'appuient sur la richesse productive de l'agriculture locale. Les femmes sont les promotrices de systèmes alimentaires et nutritionnels équitables et sont les protectrices de la santé nutritionnelle des familles et des communautés.

L'agroécologie, en tant que modèle visant à transformer les relations établies entre les êtres humains mais aussi les relations entre les êtres humains et la nature, se réfère explicitement à l'autonomie féminine et à la construction d'espaces de participation égalitaire entre hommes et femmes en intégrant respect, attention, solidarité et responsabilité partagée. En ce sens, les causes féministes telles que l'égalité des espaces et la participation des hommes et des femmes, l'égalité des revenus, le partage du pouvoir et la fin de la violence de genre et du sexisme sont d'une importance cruciale pour le mouvement pour l'agroécologie (Lima et Brito de Jesus 2017).



Au croisement de l'agroécologie et du féminisme, les femmes construisent une identité collective comme sujets de droits qui leur ont été historiquement refusés. Un processus durable d'autodétermination des genres transforme les relations sociales de production et de reproduction dans le monde rural et urbain. Les femmes, en particulier les jeunes femmes, avec leur potentiel et leurs visions, deviennent des protagonistes actifs dans ce processus :

---

<sup>8</sup> Selon des organisations telles que l'Alliance pour l'allaitement maternel WABA (World Alliance for Breastfeeding Action), également membre du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition, « les femmes qui *souhaitent* allaiter leur bébé mais qui ne peuvent le faire - en raison du soutien insuffisant de la famille ou du personnel de santé, des contraintes sur le lieu de travail ou de la désinformation des industries alimentaires - sont victimes de répression et d'exploitation ». Par conséquent, pour beaucoup, « l'allaitement maternel est une question importante pour les femmes, les droits humains et les féministes ». [www.waba.org.my/resources/activitysheet/acsh4.htm](http://www.waba.org.my/resources/activitysheet/acsh4.htm).

<sup>9</sup> Dans le monde urbain, il est difficile de changer les habitudes de consommation et d'assurer le droit à l'alimentation et à la nutrition en raison du triple fardeau et des rôles multiples que jouent les femmes dans le travail productif, la reproduction et le militantisme si elles sont activistes. Le manque de temps et le manque d'accès à une alimentation saine sont les principaux facteurs qui permettent à de nombreuses femmes en milieu urbain de réaliser leur droit à l'alimentation et à la nutrition. En ce sens, il est fondamental de jeter des ponts et de rendre visibles les inégalités communes auxquelles sont confrontées les femmes rurales et urbaines. Pour plus d'informations, veuillez consulter : "Agroecología y Soberanía Alimentaria Para La Salud y el Derecho a LA Alimentación en las Ciudades.

les femmes échangent leurs expériences et leurs connaissances avec les autres, elles deviennent responsables de la gestion des ressources financières générées par leur travail productif et elles acquièrent une autonomie économique et politique.

En introduisant l'agroécologie dans les relations sociales et familiales traditionnellement influencées par la dynamique patriarcale et en appliquant une perspective féministe, il est possible d'initier une transformation profonde dans laquelle le travail des femmes peut être valorisé et leur participation aux décisions de production peut être mise sur un pied d'égalité avec celle des autres membres de la famille (Lopes et Jomalinis 2011). A cet égard, il est nécessaire que les femmes créent des espaces à la fois féministes et non mixtes de coopération mutuelle, d'autodétermination et d'autonomie. La lutte se poursuit, mais elle ne progresse qu'en influençant tous les acteurs concernés pour s'attaquer aux inégalités de pouvoir et soutenir les changements dans la position des femmes. Sinon, nous risquons d'avoir l'effet contraire en augmentant notre charge de travail productif, ce qui permettrait à l'inertie reproductive de rester inchangée. Pour une femme, le fait de rentrer à la maison avec un revenu supplémentaire n'entraîne pas nécessairement une déconstruction des rôles hommes-femmes, et cela peut en fait aboutir à une situation où nous avons moins de temps pour le repos et les soins personnels.

L'agroécologie a le potentiel, dans des contextes spécifiques et concrets, de surmonter bon nombre des dichotomies qui renforcent encore aujourd'hui la division sexospécifique du travail dans l'ensemble du système alimentaire et qui rendent invisible le travail des femmes. Elle nous montre qu'il n'y a pas d'incohérence entre la protection de la nature, des semences ou des plantes médicinales et la réalisation d'une bonne production alimentaire. Au contraire, les modèles de fourniture de soins inhérents à l'agroécologie permettent aux femmes de renforcer, récupérer, améliorer et enfin garantir des processus de production vigoureux et durables.

L'expérience montre que les pratiques agroécologiques permettent aux femmes d'améliorer leur production tout en réduisant leur quantité de travail. Comme le travail associé à la fourniture de soins est vital pour la vie humaine et pour la planète, il doit être partagé en tant que responsabilité de tous : les individus (quel que soit leur genre) et les gouvernements. La pratique de l'agroécologie se généralisera dès que la responsabilité partagée du travail de soins et la reconnaissance des droits des femmes seront consolidées. Dans cette optique, il est essentiel que les femmes s'organisent et se soutiennent mutuellement dans ces transitions, afin de faire la lumière sur leur oppression et agir pour la contrer.

La lutte féministe et agroécologique est un élément fondamental pour la réalisation du droit à l'alimentation et à la nutrition et la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la souveraineté alimentaire. La Recommandation générale N° 34 – qui fait autorité sur la question des Droits des femmes vivant en milieu rural - adoptée en 2016 par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Comité CEDAW) - reconnaît la souveraineté alimentaire comme étant le paradigme qui permet de garantir les droits des femmes, leur donnant l'autorité pour gérer et contrôler leurs ressources naturelles. Seules les transitions qui se font d'un point de vue systémique et qui déconstruisent un modèle oppressif sont valables dans une telle perspective fondée sur les droits humains. En ce sens, nous devons faire la distinction entre les « fausses solutions » aux violations des droits qui perpétuent les anciens modèles fondés sur l'inégalité et la cooptation<sup>10</sup> de l'agroécologie comme terme, tout en promouvant des alternatives.



En tant que titulaires de droits humains, les femmes doivent participer sur un pied d'égalité à la prise de décisions concernant leurs territoires, leurs productions, leur vie et leur corps. Ce n'est qu'à travers le paradigme de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie que les femmes pourront obtenir la reconnaissance et la validation de leur travail productif et de soins ; garantir

la nourriture pour tous ; socialiser les tâches de soins ; reprendre les responsabilités collectives sans distinction de genre ; et promouvoir des relations de respect et d'égalité entre tous, indépendamment du genre.

Si le modèle actuel de néolibéralisme dans l'alimentation et l'agriculture se poursuit, les paysans de tous les genres continueront à être marchandisés et exploités. Dans ce paradigme oppressif, le travail des femmes sera doublement exploité et la violence à laquelle elles sont confrontées continuera à être encouragée, tolérée et naturalisée. Le néolibéralisme

---

<sup>10</sup> C'est pourquoi les militant.es de la souveraineté alimentaire se méfient de termes tels que « agriculture respectueuse du climat » (CSA), qu'ils considèrent comme intentionnellement vagues, permettant aux décideurs politiques et aux entreprises privées d'emprunter sélectivement au répertoire de l'agroécologie, tout en laissant la porte ouverte aux pratiques traditionnelles reformulées dans un emballage vert. L'échec du CSA, du point de vue de la souveraineté alimentaire, se situe dans son incapacité à s'emparer des éléments les plus transformateurs de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire, comme par ex. justice, qui sont au cœur de leur élaboration. Pour plus d'informations, cf. : *Spotlight Ten Years After the World Food Crisis: Taking up the Challenge of the Right to Food*. Disponible à l'adresse :

cherche en effet à marchandiser la nutrition, comme on a pu le voir dans la campagne agressive en faveur des préparations pour nourrissons, mais il tente maintenant de prendre le contrôle sur les aliments traditionnels de la petite enfance après l'allaitement maternel, en attaquant les systèmes alimentaires et les cultures locales. Une telle approche détruit, dès le plus jeune âge, l'établissement de liens avec l'agriculture locale, dévalorise l'autonomie des femmes et des communautés et empêche la création d'un attachement géo-culturel intergénérationnel aux systèmes alimentaires locaux (Lhotska et al. 2016).

Il est nécessaire que le mouvement pour l'agroécologie embrasse la perspective féministe dans sa totalité. En tant que mouvement social et en tant qu'ensemble de pratiques qui remettent en question les injustices sociales (par exemple le déni des droits fonciers des femmes, l'accaparement des terres, le pillage des territoires, la privatisation de l'eau et de la biodiversité), les inégalités auxquelles les femmes sont soumises doivent être reconnues et discutées ouvertement dans le cadre de l'agroécologie. Les pratiques et politiques agroécologiques sans la participation des femmes en tant que protagoniste central ne sont pas une option. Le mouvement agroécologique doit faire un effort plus concret pour impliquer et engager les militantes, entretenir des espaces autonomes et collectifs d'autonomisation à la base, en particulier en tant que coordinatrices et leaders, et reconnaître le rôle et l'action transformationnelle des femmes en tant que actrices politiques. En ce sens, il est essentiel que les femmes disposent d'espaces appropriés pour grandir, diriger, échanger, apprendre et gagner leur vie dans le cadre de l'agroécologie (Khadse 2017).

La relation entre l'agroécologie et le féminisme est une construction dialectique qui se nourrit mutuellement en se manifestant dans les pratiques quotidiennes. La tâche fondamentale qui nous incombe à tous dans nos organisations sociales, autorités locales, institutions académiques, ONG et espaces de convergence politique est de promouvoir le droit humain à l'alimentation et à la nutrition, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la souveraineté alimentaire en assurant l'intégration complète de la perspective féministe en agroécologie.

Différentes études de cas dans le monde confirment le potentiel et la capacité de l'agroécologie à être un vecteur d'égalité entre les genres, d'autodétermination et de participation politique des femmes. Des expériences réussies en Inde, comme la création du Collectif des femmes du Tamil Nadu et de la Deccan Development Society, montrent que les femmes des zones rurales sont des dirigeantes indépendantes et des agricultrices qui permettent aux collectifs de femmes d'obtenir l'accès à la terre et aux moyens d'acquérir une autonomie alimentaire. Le cas de la Rural Women's Upliftment Society du Manipur montre

que même dans les sociétés qui vivent sous occupation et subissent la violence militaire, l'agroécologie peut fournir des espaces où les femmes peuvent travailler dans la solidarité et gagner des moyens de subsistance, des revenus, du soutien et de la confiance pour s'engager dans un travail politique pour combattre les injustices.

Le Tamil Nadu Women's Collective aide les femmes rurales marginalisées, en particulier les femmes Dalit en Inde, à créer de nouvelles fermes collectives et banques de semences, remédiant ainsi à leur manque d'accès aux ressources productives. L'accès à la terre et aux moyens d'approvisionnement alimentaire de leurs familles s'effectue par le partage des pratiques agricoles au sein de la communauté. Ainsi, grâce aux pratiques agroécologiques, les femmes apprennent à travailler collectivement, à agréger les ressources et à avoir accès à leurs droits, ce qui leur assure des filets de sécurité et des moyens de sortir de la pauvreté absolue. La création d'espaces réservés aux femmes encourage celles-ci à s'exprimer librement et à devenir des dirigeantes locales et des modèles pour la prochaine génération de filles dans la communauté (Khadse 2017).



Compte tenu des réussites qui confirment les impacts positifs de l'agroécologie sur l'autodétermination des femmes, il est fondamental que les gouvernements soutiennent l'adoption et la mise en œuvre de politiques publiques favorisant la production et la consommation d'aliments agroécologiques afin, d'une part, d'affronter la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de femmes dans le monde, en assurant leur droit à l'alimentation et, de l'autre, de permettre la restauration et la préservation de la nature, vu la crise climatique à laquelle la planète fait face. Ces politiques doivent garantir l'inclusion et la participation active des femmes rurales et urbaines, des petites productrices d'aliments, des pêcheuses artisanales, des pastoralistes, des femmes autochtones, des consommatrices, des travailleuses agricoles et alimentaires, des paysannes, des sans terre et des militantes des ONG.

Le besoin urgent de politiques publiques et d'objectifs soutenant la production et la consommation agroécologiques est également lié au besoin urgent de parvenir à une dépatriarcalisation de l'État et des politiques publiques elles-mêmes. Les acteurs étatiques doivent s'interroger sur l'unité de référence de ces politiques, en particulier en ce qui concerne l'accès, le contrôle et le droit à la terre, car ces politiques perpétuent souvent des asymétries de pouvoir, l'oppression et la violence contre les femmes. (Sempreviva Organização Feminista 2015).

Le Groupe de travail des Femmes du MSC propose la réalisation des actions suivantes par les États afin de soutenir la lutte des femmes pour leur droit à l'alimentation, leur autonomie et leur pleine intégration dans la prise de décision à tous les niveaux :

- **Reconnaître** l'égalité des droits des femmes dans tous les domaines de l'agroécologie, y compris les droits du travail des femmes, l'accès direct aux marchés et aux moyens de subsistance ainsi que le contrôle sur les revenus. Les programmes et projets doivent associer pleinement les femmes à tous les stades, de la formulation initiale à la planification et à la mise en œuvre, en assurant leur rôle dans la prise de décisions et dans une perspective féministe.
- **Garantir et promouvoir** les droits des femmes à l'accès et au contrôle de la terre, de l'eau, des forêts, des biens communs, et en particulier les droits collectifs des femmes à utiliser, échanger, obtenir, sélectionner et vendre leurs propres semences.
- **Donner** la priorité à la mise en œuvre de la Recommandation générale N° 34 (2016) du CEDAW sur le droit des femmes vivant dans les zones rurales, y compris le droit à l'alimentation et à la nutrition, le droit de participer et de bénéficier du développement rural, le droit aux services de santé, l'éducation, l'emploi, la vie économique, sociale et publique, la protection contre la violence et les droits sur les ressources naturelles et les terres. La RG N°34, qui articule les droits des femmes rurales, devrait en particulier servir d'orientation au Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) sur la question des droits des femmes rurales.
- **Adopter des lois**, des programmes et des politiques qui reconnaissent et favorisent les expériences des femmes en matière de protection de la biodiversité et des ressources génétiques. Adopter des politiques sexospécifiques ou sensibles au genre s'adressant principalement aux organisations de femmes, favorisant l'autonomisation, l'autoformation et le renforcement des capacités des femmes, et veiller à ce que ces politiques soient dotées de budgets suffisants pour garantir leur mise en œuvre effective. Mettre l'accent sur les approches transdisciplinaires et l'intégration des savoirs traditionnels, tribaux, autochtones et paysans des femmes.
- **Offrir** une reconnaissance institutionnelle et politique à tous les niveaux pour les réseaux de savoirs « de paysan.ne à paysan.ne » qui sont dirigés par des mouvements de paysannes et de femmes rurales.

- **Mettre** en œuvre les Directives volontaires du CSA pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, dans une perspective qui assure l'accès des femmes à ces droits. Encourager l'agroécologie en mettant en œuvre des réformes foncières redistributives dans les zones où l'accès des femmes à la terre est très inégal et garantir le droit des femmes à avoir des titres fonciers établis à leur nom.
- **Mette en application** la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (CEVAW, 1993) et les Recommandations générales 12 et 19 du CEDAW sur la violence à l'égard des femmes pour nommer et élaborer des stratégies contre la violence systématique contre les femmes et la violation du droit des femmes à l'alimentation, à la nutrition et à la souveraineté.
- **Abroger** les régimes de droits de propriété intellectuelle (DPI) qui empêchent les femmes et les paysans de conserver, utiliser, échanger et vendre leurs semences de ferme. Renforcer les programmes dirigés par les agriculteurs et les programmes gouvernementaux qui améliorent la diversité des semences locales par le biais de banques et de réseaux communautaires de semences et de droits communautaires sur les innovations dans les semences, les plantes et la biodiversité.
- **Promouvoir** des programmes et des centres de formation, d'échange et de production/systématisation des connaissances agroécologiques intégrant les expériences des organisations de femmes. Veiller à ce que les femmes et les groupes de femmes participent à l'établissement des priorités de la recherche agricole. Inclure l'agroécologie dans les programmes scolaires et soutenir les écoles, collectifs, collèges et universités d'agroécologie dirigés par des femmes et des paysan.nes.
- **Assurer** une assistance technique et des services de vulgarisation rurale tenant compte des sexospécificités pour les femmes travaillant dans le secteur agroécologique. Promouvoir l'échange des connaissances des femmes dans les pratiques agroécologiques afin de valoriser et de valider le rôle et le travail de production des femmes. Fixer des objectifs pour les agent.es de vulgarisation et les agronomes féminins.
- **Veiller** à ce que les femmes aient un accès égal au crédit, à une éducation de qualité, à des services de garde d'enfants et à des garderies abordables.
- **Éliminer** progressivement les politiques publiques néfastes telles que les subventions publiques coûteuses pour les intrants chimiques et les programmes de distribution de

semences hybrides et délocaliser le soutien public vers des initiatives d'engrais organiques et des réseaux décentralisés de femmes autour des banques communautaires de semences et de céréales, afin de promouvoir la diversité des semences locales et une plus grande autonomie et résilience des femmes et des paysan.nes.

- **Garantir** que les organismes internationaux et les gouvernements reconnaissent que les pratiques agroécologiques sont la solution clé pour faire face et s'adapter au changement climatique à travers le rôle protagoniste crucial des femmes.
- **Construire** des outils publics et étatiques pour lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes, en admettant qu'un progrès en agroécologie ne sera possible que si les relations de genre sont reconfigurées.

## *Sans féminisme Il n'y a pas d'agroécologie*



# Bibliographie

ActionAid. 2014. Climate Resilient Sustainable Agriculture, Experiences, ActionAid International: Johannesburg

ActionAid. 2018. Gender Sensitive Market Access a Training Handbook, ActionAid International: Johannesburg

ActionAid (undated) Addressing Women's Unpaid Care Work: Integrating Agroecology and Women's Economic Empowerment for Climate Resilient Livelihoods, Experiences from Bangladesh, India, Nepal and Pakistan, ActionAid International (available on request)

ADB/FAO. 2013. Gender Equality and Food Security, Women's Empowerment as a Tool against Hunger, Asian Development Bank/FAO: Manila, Philippines

APNAP. 2013. Agroecological Revolution: The Farmer-to-Farmer Movement of the ANAP in Cuba, Asociacion Nacional de Agricultores Pequenos (ANAP)/La Via Campesina: Ciudad de la Habana, Cuba/Jakarta, Indonesia

Bellows AC, Jenderedjian A. 2016. "Violence and Women's Participation in the Right to Adequate Food and Nutrition." In Chapter Three in Bellows AC et al. *Gender, Nutrition, and the Human Right to Adequate Food: toward an inclusive framework*

Bellows AC, Valente FSL, Lemke S, Núñez Burbano de Lara MD (eds.). 2016. *Gender, Nutrition, and the Human Right to Adequate Food: toward an inclusive framework*. Routledge, Taylor and Francis Group.

Bezner Kerr, Rachel. "Agroecology and Nutrition: Transformative Possibilities and Challenges". In Burlingame, Barbara, and Dernini. Sandro. eds. *Sustainable Diets: Linking Nutrition and Food Systems*. CAB International, 2019.

CLOC/LVC. 2018. *Agroecología y feminismo: luchas de las mujeres del campo que se entrelazan*. Buenos Aires

Cock, J. 2016. A feminist response to the food crisis in contemporary South Africa. *Agenda*

De Schutter. 2012. Report submitted by the Special Rapporteur on the right to food, Olivier De Schutter, Women's rights and the right to food, United Nations General Assembly, Human Rights Council, Twenty-second session, 24 December 2012, A/HCR/22/50

Declaración del Foro Internacional sobre Agroecología Nyéléni. 2015. Mali

Documento de visión de mujeres del del Mecanismo de la Sociedad Civil en el marco del Comité de Seguridad Alimentaria. 2018. Roma.

ETC Group. 2017. Who Will Feed Us? The Peasant Food Web vs The Industrial Food Chain, 3rd Edition, ETC Group: Ottawa, Canada

FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. 2018. The State of Food Security and Nutrition in the World 2018. Building climate resilience for food security and nutrition. Rome, FAO

Gioia, P. 2019. *Coming Out! Gender Diversity in the Food System*. Right to Food and Nutrition Watch. Issue 11. FIAN International and Brot für die Welt. Heidelberg

Khadse A. 2017. Women, Agroecology & Gender Equality. Focus on the Global South. India: New Delhi, India

La Via Campesina. 2018. Feminismo y agroecología desde las mujeres de La Vía Campesina, I Encuentro Global de Escuelas y Procesos de Formación en Agroecología de La Vía Campesina, Güira de Melena, Artemisa, Cuba

Lemke S, Bellows AC. 2016. Sustainable Food Systems, Gender, and Participation: Foregrounding Women in the Context of the Right to Adequate Food and Nutrition. Chapter Five in Bellows AC et al.

Lhotska L, Scherbaum V, Bellows AC. 2016. “Maternal, Infant and Young Child Feeding: Intertwined Subjectivities and Corporate Accountability.” Chapter Four in Bellows AC et al.

Lima, Marcia Maria & Brito de Jesus, Vanessa (2017). Questions on gender and technology in the construction of agroecology. *Scientiae Studia*. 15. 73

Lopes, A. P., Jomalinis, E. 2011. Feminist Perspectives Towards Transforming Economic Power Agroecology: Exploring opportunities for women’s empowerment based on experiences from Brazil. ActionAid Brazil, Vol 2

Nobre, M. 2015. Economía solidaria y economía feminista: elementos para una agenda In: Las mujeres en la construcción de la economía solidaria y la agroecología. Textos para la acción feminista. Nobre, M., Faria, N., Moreno, R. (org.). São Paulo: SOF Empreviva Organização Feminista

Quijano, I. I. 2016. Stories from the Field: Women Working Towards a Non-toxic Environment

Red PP-AL/FAO. 2017. Políticas públicas a favor de la agroecología en América Latina y El Caribe, Red PP-AL/FAO: Porto Alegre Brazil

Sempreviva Organização Feminista – SOF. 2015. Las mujeres en la construcción de la economía solidaria y la agroecología. São Paulo

Siliprabdi, Emma. 2015. Mulheres e Agroecologia: Transformando o campo, as florestas e as pessoas, Ed. UFRJ, Rio de Janeiro

Valente FLS, Suarez Franco AM, Cordova Montes, RD. 2016. Closing Protection Gaps through a more Comprehensive Conceptual Framework for the Human Right to Adequate Food and Nutrition.

Wijeratna, A. 2018. Agroecology: Scaling-up, scaling-out. ActionAid Johannesburg

Woods, D. 2019. Invisible Women: Hunger, Poverty, Racism and Gender in the UK. *Right to Food and Nutrition Watch*. Issue 11. FIAN International and Brot für die Welt. Heidelberg